

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 23 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD ESTUAIRE

6 BLD DUMESNILDOT
BP 3014
44 560 Paimbœuf

Références : N3-2025-0588
Code AIOT : 0006307825

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2025 dans l'établissement COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUD ESTUAIRE implanté Route de la Gendarmerie 44 250 Saint-Brevin-les-Pins. L'inspection a été annoncée le 31/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est faite dans le cadre de l'instruction d'un porter à connaissance concernant le réaménagement de la déchetterie et notamment la création d'un local d'entreposage des déchets dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUD ESTUAIRE
- Route de la Gendarmerie 44 250 Saint-Brevin-les-Pins
- Code AIOT : 0006307825
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, articles 11 et 29, points 2.2, 2.4, 2.6 et Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3 et L. 541-7-1 du code de l'environnement	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, articles 21, 25 et 29	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
8	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entretien du site	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, articles 7 et 9	Sans objet
5	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, articles 32, 35 et 38	Sans objet
6	Gestion des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	Sans objet
7	Hauteur des déchets verts	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de relever 4 non-conformités qui nécessitent des actions correctives et des demandes de justificatifs. Un plan d'actions est à transmettre sous 1 mois par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Entretien du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, articles 7 et 9
Thèmes : Risques chroniques, Propreté – Entretien
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence (art. 7) Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières (art. 9)
Constats :

Le site est maintenu propre. Les agents d'accueil entretiennent le site à l'aide d'un souffleur 15 minutes avant l'ouverture et après la fermeture. Une balayeuse réalise une activité de nettoyage sur l'ensemble du site une fois tous les 15 jours.

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, articles 11 et 29, Arrêté Ministériel du 27/03/2012, points 2.2, 2.4, 2.6 et 7.3 et L. 541-7-1 du code de l'environnement

Thèmes : Risques accidentels, Étiquetage, entreposage et suite précédente inspection

Prescription contrôlée :

(art 11) Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

(art 29) I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention... 100 % de la capacité du plus grand réservoir // 50 % de la capacité totale des réservoirs associés [...]. Pour les stockages de récipients < à 250 l, la capacité de rétention est dans le cas de liquides inflammables de 50 % de la capacité totale des fûts (sauf pour les lubrifiants, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts. Dans tous les cas, elle est de 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l

II. La capacité de rétention est étanche, résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention [...]

locaux d'entreposage (point 2.2), ventilation (point 2.4), rétention des aires et locaux de travail (point 2.6), local de stockage (point 7.3)

article L. 541-7-1 du code de l'environnement : [...] Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur. [...]

Constats :

Rappel du constat réalisé lors de l'inspection du 3 février 2022 :

L'étiquetage des déchets dangereux n'étaient pas systématiquement réalisés, l'ensemble de ces déchets n'était pas sur rétention et ils n'étaient pas stockés dans un local dédié.

Constat de l'inspection des installations classées :

Une majorité des déchets dangereux sont à présent stockés dans un local dédié et sont pourvus d'un étiquetage indiquant la nature du déchet et les mentions de dangers associées.

Le local spécifique aux déchets dangereux possède une rétention adaptée, une trappe de désenfumage avec un système de détection et une porte coupe feu. Ce local est correctement ventilé.

Par contre, la porte coupe-feu était ouverte. Les justificatifs de résistance au feu, fourni par l'exploitant le 21 mai 2025, n'indique pas clairement si le local de déchets dangereux répond aux exigences du point 2.2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012.

Une cuve à huile et certains déchets dangereux sont stockés dans un autre local adjacent. Ces

derniers ne sont pas correctement entreposés. Dans le porter à connaissance, ce local était destiné à l'accueil d'usagers. De plus, certains déchets dangereux sont situés dans des poubelles à l'extérieur du bâtiment. D'après l'exploitant, ces derniers sont déposés par les particuliers.

Une benne, non accessible au public, destinée à l'entreposage de l'amiante n'est pas clairement signalée. Les déchets d'amiante sont conditionnés dans des emballages fermés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les justificatifs des propriétés de résistance au feu de son local dédié à l'entreposage des déchets dangereux. Les justificatifs des propriétés de résistance au feu de la porte du local sont également à transmettre.

L'exploitant est tenu :

- d'entreposer les déchets dangereux uniquement dans le local dédié,
- de garder la porte coupe-feu fermée,
- et d'identifier clairement la zone de dépôt des déchets amiantés conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant s'assure de la conformité du tri des déchets fait par les usagers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N°3 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, articles 21, 25 et 29

Thèmes : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

(art 21) L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

(art 25) - Vérification périodique et maintenance des équipements - L'exploitant effectue la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur

(art 29) IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie [...] Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées [...]

Constats :

Le site ne possède pas de plan des locaux facilitant l'intervention des services de secours.

Un bassin des eaux d'incendie de 120 m³ est présent sur le site.

Aucun extincteur n'est présent sur le site. L'exploitant explique que les extincteurs sont disponibles mais pas présents sur site, car ils sont volés régulièrement. Le contrôle de ces derniers a été effectué le 11 avril 2025.

Le volume du bassin de rétention des eaux pluviales et de confinement des eaux d'extinction est de 300 m³. Par contre, le volume de confinement n'est pas identifiable sur le bassin et il n'est, par conséquent, pas possible de s'assurer que le volume dédié au confinement est disponible. D'après l'exploitant, le site dispose de 2 systèmes de confinement des eaux en cas d'incendie :

- Mise à l'arrêt des pompes de relevage ;
- Actionnement d'une vanne de sectionnement disposée au niveau de la surverse.

Cependant l'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer le fonctionnement des pompes de relevage ni de réaliser les opérations de mise en route ou de mise à l'arrêt de ces pompes. L'usage du tableau de contrôle de la pompe de relevage n'a pas pu être expliqué par l'exploitant.

La mise en place de la vanne de sectionnement n'a pu être vérifiée étant donné que l'exploitant ne dispose pas sur place du dispositif d'ouverture de la trappe d'accès à la vanne.

L'accès aux dispositifs de confinement n'est pas sécurisé. Ces derniers ne sont pas clairement localisés sur le site et aucune procédure à l'usage des employés de la déchetterie n'a été mise en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un plan des locaux facilitant l'intervention des services de secours doit être affiché.

Les extincteurs sont à mettre en place sur site.

Le volume du confinement est à reporter sur le bassin afin de s'assurer de la disponibilité de ce volume.

L'exploitant clarifie le fonctionnement de son dispositif de confinement et assure la maîtrise de celui-ci.

Il met en place une procédure de confinement pour laquelle il assure une formation du personnel.

La localisation du système de confinement et la sécurisation son accès est à effectuer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N°4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
Thèmes : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été faite le 29 août 2024 par SOCOTEC. Dans le rapport d'analyse, 5 observations sont mentionnées dont 3 qui ont déjà été signalées. Aucune correction de ces observations n'a été effectuée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un plan d'actions corrective avec un suivi de la levée des observations doit être mise en place. Ce plan ainsi que les bons d'intervention de levée des non-conformités est à transmettre à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N°5 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, articles 32, 35 et 38
Thèmes : Risques chroniques, Gestion des eaux, Suite précédente inspection
Prescription contrôlée : Collecte des eaux pluviales (art. 32) : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées...sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat... Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, Valeurs limites de rejet (art. 35), Surveillance des rejets (art. 38) : Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.
Constats : Deux séparateurs à hydrocarbures sont présents sur le site mais un seul rejet est fait en milieu naturel. Le dernier contrôle des rejets d'eaux pluviales a été effectué le 28 mars 2024 par IANESCO. Il n'y a aucun dépassement des valeurs limites d'émissions réglementaire. Le devis concernant l'analyse des eaux de 2025 a été fourni. Le nettoyage du système de traitement a été effectué le 30 juillet 2024 par la société HYDROSERVICES DE L'OUEST. Le bon d'intervention en 2024 n'a pas été signé. Le bordereau de suivi des déchets a été fourni et est correctement rempli.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que les analyses de rejet des eaux ainsi que le nettoyage du système de traitement soient faits annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Gestion des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43
Thèmes : Risques chroniques, Registre des déchets, Suite précédente inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Gestion des déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de l'expédition ; • le nom et l'adresse du destinataire ; • la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; • le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; • l'identité du transporteur ; • le numéro d'immatriculation du véhicule ; • la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ; • le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat réalisé lors de l'inspection du 3 février 2022 :</u> le registre ne comportait pas l'ensemble des informations concernant les déchets dangereux.</p> <p><u>Constat de l'inspection des installations classées :</u></p> <p>Sur l'extraction du registre du mois d'avril 2025, l'ensemble des informations réglementaires sont présentes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Activité de broyage des déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 3.2
Thèmes : Risques accidentels, autres
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La hauteur maximale des andains de déchets verts est limitée à 2 m au niveau de l'andain constitué au niveau de la zone de dépôt et à 3 m au niveau de l'andain constitué sur l'aire de broyage • l'impact sonore du broyeur est atténué par le choix de l'emplacement du broyeur maintenu à une distance minimale de 20 m des limites du site et le maintien en place pendant les opérations de broyage d'un andain de déchets ou de broyats d'une hauteur minimale de 2,5m ou tout système équivalent en périphérie Nord et Est de la zone de broyage ...
<p>Constats :</p> <p>La hauteur des andains de déchets verts sont à la limite des hauteurs prescrites dans l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021.</p> <p>Le broyeur n'était pas présent sur site.</p> <p>L'exploitant déclare vouloir remplacer l'andain utilisé pour la réduction de l'impact sonore du broyeur par des blocs modulo-béton.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure du respect des hauteurs des déchets verts prescrites dans son arrêté</p>

préfectoral.

Conformément à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021, l'exploitant est autorisé à remplacer l'andain utilisé pour la réduction de l'impact sonore du broyeur par des blocs modulo-béton. Il doit cependant s'assurer de l'équivalence du dispositif de remplacement en faisant réaliser des mesures de bruit durant une opération de broyage qui démontre la conformité des niveaux de bruit en limites de propriété et en zones d'urgence réglementée.

Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42

Thèmes : Risques chroniques, Identification des zones d'entreposage

Prescription contrôlée :

Admission des déchets.

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.

Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.

Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours.

I. Réception et entreposage.

Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.

Constats :

Certaines zones d'entreposage de déchet ne sont pas clairement indiquées (polystyrène, mobilier) avec un panneau d'affichage. De plus, des palettes en bois sont entreposées dans une zone non identifiée comme une zone d'entreposage de déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de mettre en place les affichages appropriés pour tous les déchets. Les palettes en bois sont à stocker dans la zone adaptée à ce déchet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours